

# NON A L'AUSTERITE

## Satisfaction des revendications

### Manifestation lundi 26 mai à 9h00 à la Présidence

En 2012 et en 2013, nous avons été des centaines à refuser les budgets d'austérité en signant une motion adressée au président de l'université et au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche avec à nos légitimes revendications en termes d'emplois, de rémunération, de moyens. Ces motions commençaient ainsi :

*« La gravité de la situation budgétaire de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) est la conséquence directe de la loi LRU et du passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE).*

*Nous, personnels de l'UPPA, nous ne sommes pas responsables de la situation financière de notre université. Nous n'avons pas à en faire les frais. »*

#### Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Nous vivons de plus en plus mal les choix guidés par la seule vision comptable dans notre université et qui sont incompatibles avec un service public de qualité. Près d'une centaine de personnels ont discuté dans l'AG de mardi des mesures d'austérité qui se multiplient et leurs conséquences :

#### Emploi des enseignants-chercheurs, enseignants et ATER

Le gel de tous les postes vacants d'enseignants-chercheurs en 2014 avait été annoncé pour une seule année, mais ce gel est inscrit dans le plan triennal d'emploi mis en place dans l'établissement pour la période 2014-2017, c'est donc bien des suppressions

de postes non-avouées. Lors de l'annonce en octobre 2013, il s'agissait d'une quinzaine de postes et aujourd'hui « une vingtaine » sont reconnus. En fait, cette mesure s'applique en aveugle à tous les départements d'enseignants-chercheurs.

La discussion a aussi mis l'accent sur la transformation de nombreux postes d'ATER en contractuels enseignants à 384H (la totalité en LLSHSS et certains en DEG ou en Sciences, à Pau comme sur d'autres sites) qui pénalise les doctorants.

Par ces deux mesures, c'est la recherche qui est attaquée par les deux bouts, en haut avec les plus anciens qui partent et ne sont pas remplacés dans leur partie recherche (avec des CDD enseignant) et en bas contre les ATER qui étaient là pour aider et rentrer dans la carrière. A terme, c'est la pérennité même de la recherche qui est menacée. Certains n'hésitent pas de parler de sa liquidation.

Le départ des plus anciens menace aussi directement la formation dans leur encadrement. Par exemple en Anglais, 3 PR s'en vont sur 5. Et les postes d'enseignants (PRCE et PRAG) n'étaient pas concernés par le gel de postes pourtant aujourd'hui le poste de PRCE de portugais n'est pas reconduit.

Au final, tous les ingrédients sont mis en place pour que l'UPPA devienne un collège universitaire, malgré les discours officiels affirmant le contraire. Alors si la direction veut vraiment maintenir une université de plein exercice, elle doit revenir sur les gels de postes, garantir les postes d'enseignants et d'ATER.

Et personne n'est à l'abri, car toute activité de recherche ou de formation menacée, ce sont des conséquences néfastes pour les étudiants et à terme pour l'ensemble des personnels.

### **Précarité**

La précarisation des personnels représente toujours des proportions bien trop importantes car elle touche de nombreux postes pérennes. Il est grand temps que tous les contractuels sur poste pérenne soient titularisés.

### **Les rémunérations**

Alors que tous les personnels subissent le gel du point d'indice depuis 2010 (ce que le gouvernement voudrait prolonger jusqu'en 2017) les BIATSS de l'UPPA subissent la double peine avec le gel du régime indemnitaire depuis le passage à l'autonomie (RCE) en 2010. Il n'y a plus égalité de traitement entre

tous les fonctionnaires et on touche là directement aux conditions de vie d'une grande partie des personnels BIATSS. Le régime indemnitaire des BIATSS de l'UPPA doit être mis au niveau du taux 6 interministériel au lieu de 4,3 actuellement pour les personnels de l'établissement.

Et à tout cela s'ajoute la baisse des budgets de fonctionnement : dotations aux composantes, laboratoires et services ; entretien des bâtiments et chauffage ; documentation (livres, Scopus, ...), à laquelle chacun est confronté aujourd'hui et qui conduit à de nouvelles dégradations de nos conditions de travail.

Ces mesures d'austérité s'inscrivent dans le cadre de la baisse nationale des moyens aux services publics en général (pacte de responsabilité) et à notre université en particulier.

## **Ça suffit ! Assez d'austérité !**

Après la loi LRU, nous sommes confrontés à la loi Fioraso qui ne règle rien, bien au contraire avec la mise en place programmée des Communauté d'Universités et d'Etablissements (COMUE) qui donne de nouveaux prétextes aux mesures d'austérité.

Les personnels réunis en AG avec les syndicats CGT, FO, FSU et UNSA décident de manifester leur refus de l'austérité et ses conséquences par un rassemblement à la présidence lundi 26 mai à 9h00 pour porter leurs revendications au président pour en obtenir satisfaction :

- **Remplacement de tous les départs d'enseignants-chercheurs et enseignants, pas de gel de postes**
- **Mise à niveau du régime indemnitaire des BIATSS à hauteur du taux interministériel**
- **Création des postes titulaires pour tous les emplois pérennes, titularisation des contractuels sur poste pérenne.**

**Nous appelons l'ensemble des personnels enseignants-chercheurs, enseignants, doctorants, bibliothécaires, ingénieurs, techniciens, administratifs à se rassembler**

## **TOUS ENSEMBLE**

**LUNDI 26 MAI 2014 à 9h00 à la présidence de l'UPPA  
Pour manifester notre refus de l'austérité et porter nos revendications**